

### **FASMI**

## FEDERATION AUTONOME DES SYNDICATS DU MINISTERE DE L'INTERIEUR

Affiliée à l'UNSA

25 rue des Tanneries - 75 013 PARIS

Tél: 01 43 40 64 27 - Fax: 01 71 18 22 90

Email: unsa@fasmi.fr

Le 14 octobre 2015



# Mobilisation rarissime des policiers pour dénoncer "une fracture" avec la justice

Une précédente manifestation de policiers, à Paris, en 2013. - © Aurélien Meunier/SIPA

L'ensemble des syndicats appelle les policiers et fonctionnaires de l'Intérieur à manifester, mercredi 14 octobre, sous les fenêtres de la Chancellerie, après qu'un policier a été grièvement blessé par un détenu en cavale la semaine dernière. Ils dénoncent une rupture avec la Justice. Il ne faut pas opposer les institutions, répond le ministre de l'Intérieur.

Rendez-vous mercredi 14 octobre, à midi, sous les fenêtres du ministère de la Justice, place Vendôme, et en province devant les tribunaux. C'est l'appel unitaire lancé par les syndicats de policiers et de fonctionnaires du ministère de l'Intérieur.

Une mobilisation pour réagir "face à la banalisation des agressions de policiers, face à certaines décisions de justice incohérences et laxistes, face à une procédure pénale dépassée et archaïque (...), face à des conditions de travail de plus en plus difficiles", écrit notamment l'Unsa police dans un communiqué intitulé"Police/justice, la fracture".

"Plus que jamais, nous devons réagir tous ensemble face aux difficultés actuelles dans le respect et la dignité", prolonge le syndicat Alliance police nationale. "Au-delà des faits, d'incohérentes décisions de justice ont permis à plusieurs présumés coupables, à des personnes violentes et à des criminels de se retrouver en liberté et de commettre de nouveaux crimes et délits", martèle SGP Police FO.

#### 1983, date de la dernière manifestation place Vendôme

À l'origine de ce rassemblement unitaire inédit depuis 2001 – la précédente manifestation place Vendôme remontant à 1983 –, la fusillade au cours de laquelle un policier de la brigade anticriminalité avait été grièvement blessé en intervenant sur un braquage, en Seine-Saint-Denis, début octobre, touché par un détenu en fuite qui n'avait pas réintégré sa prison après une permission de sortie. Les syndicats mettent en cause la ministre de la Justice,

Christiane Taubira, qui envisage de mieux encadrer les permissions de détenus. Cette dernière a indiqué qu'elle était prête à recevoir les représentants syndicaux policiers à l'issue du rassemblement.

De son côté, le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a tenté, mardi 13 octobre, de calmer les tensions. "Nous ne gagnerons rien à opposer la grande maison qui est la nôtre à d'autres institutions", a-t-il affirmé lors d'un discours à l'École militaire à Paris, citant "l'opposition entre la police et la justice". Il a aussi tenté de rassurer les forces de l'ordre, à qui il a fixé sa traditionnelle feuille de route, alors qu'elles se disent "épuisées" par la lutte antiterroriste et la crise migratoire.

"Il faut éviter les emportements et les amalgames et toutes propositions qui affaiblissent la relation entre la police et la justice", a insisté Bernard Cazeneuve. "Je ne peux accepter que des policiers et des gendarmes puissent être atteints par des personnes qui devaient être en prison", a-t-il dit dans un discours de plus d'une heure sans notes. "À chaque fois qu'un policier ou un gendarme est outragé, une grande sévérité s'impose", a estimé le ministre, dans un exercice d'équilibriste.

### le bureau national